

VOUS AVEZ DIT DIGITALISATION ?

La digitalisation, c'est-à-dire la numérisation des échanges et des relations entre personnes, c'est l'avenir ! La dématérialisation, c'est-à-dire le remplacement du support papier par des supports informatiques, c'est l'avenir ! Mouais... mais les progrès technologiques peinent à répondre à la question primordiale : Quel progrès et quel avenir pour l'humanité ?

■ L'écran est partout

Même si un cinquième de la population française n'est pas « connectée » à un réseau internet, force est de constater que les différents écrans d'ordinateur, Smartphones et autres tablettes peuplent de plus en plus le quotidien, que ce soit à domicile ou dans les modes de consommation ou de services. Des panneaux publicitaires aux musées, la digitalisation devient partie prenante du système. Et ce phénomène semble inéluctablement voué à croître. L'incitation publicitaire en devient même nauséabonde ; l'individu se réaliserait en possédant le dernier cri du 'high tech'. *Je suis connecté, donc je suis...*



Une remarque ; les disparités dans l'équipement et l'utilisation diffèrent selon les niveaux de vie. Dans les classes populaires, 60% sont équipées et 50% utilisent l'ordinateur pour les tâches administratives, contre 85% chez les cadres. Sans oublier nos seniors qui, pour beaucoup, ont complètement décroché de ce changement des comportements.

■ Le travail déplacé n'est ni remplacé, ni compensé...

Faire le plein de la voiture ? Je mets moi-même mon carburant et je règle à la borne digitale. Les courses ? Je scanne moi-même mes produits ! Un virement bancaire ? Je le fais en ligne. Un billet de train ou une place de concert ? Commandé, réglé et imprimé chez moi ! Un abonnement téléphonique ? Je passe par la filiale d'un opérateur et je fais tout de mon ordi. Louer un film ? Je le télécharge ! Impôts en ligne, cours particulier, e-formation, service après vente, recherche de logement, de trocs, et tant d'autres choses, **toutes ces tâches étaient effectuées auparavant par des salarié-es. Désormais elles nous incombent.** Surtout qu'on se laisse guider bêtement sur ces serveurs qui annihilent toute réflexion. *Je consomme en deux clics...*

Après que la robotisation ait cassé l'industrie et fossoyé des millions d'emplois, c'est au tour de la digitalisation et de la dématérialisation de provoquer un effondrement social dans le monde du travail.

Mais le ver est dans le fruit. Après nous avoir transformés d'humain à « client consommateur », **la numérisation du monde de l'entreprise et de l'administration nous transforme en « sous traitant par procuration » !** Car le travail, c'est nous qui le faisons ! Sans rémunération, sans qualification, avec un impact faible sur certains prix ; le litre de lait ou de diesel, la place de cinéma ou le prix du timbre ne changent pas que vous passiez par la caisse automatique ou par une caisse tenue par un-e salarié-e !



Nous sommes donc faces à des dilemmes : doit-on s'obliger à utiliser des postes de travail, qui, pour certains, sont irrémédiablement appelés à disparaître ? Ces emplois, abîmés par l'usage, sont-ils récupérables ? Quel est l'impact environnemental, sanitaire et social de la digitalisation ? Les réponses ne viendront pas des patrons. **Mais elles existent !**

■ Partager le travail !

Depuis sa création, Sud érige le partage du temps de travail en incontournable. Moins travailler ne sert pas qu'à flâner, contrairement à ce que laissent entendre les idéologies néo libérales avides d'exploitation. Moins travailler, c'est lutter contre la pénibilité physique et mentale du travail. Moins travailler libère du temps et de l'énergie pour la solidarité, la transmission des savoirs, l'engagement associatif ou militant. Moins travailler permet, en contraignant nos dirigeants, d'offrir des millions d'heures d'emploi disponibles pour les millions de chômeurs ou de précaires, victimes de la stigmatisation des mêmes qui théorisent de « travailler plus ». **Enfin, partager le travail, c'est reconnaître qu'on travaille déjà davantage, via justement toutes les opérations numériques, digitales, dématérialisées du quotidien !**

Les questions des 32h, voire des 30h, ainsi que la durée de cotisation pour la retraite ne doivent plus être taboues. Car il ne s'agit pas retomber dans une partie du piège du passage aux 35 heures. En effet, dans beaucoup d'entreprises, notamment à La Poste et à France Télécom, la volonté des patrons fût d'accroître la productivité des travailleurs. A savoir effectuer en 35h ce que l'on faisait en 39 ! **D'ailleurs, le pays des 35h a la palme d'argent de la productivité par heure travaillée.**

Il s'agit donc de légiférer dans l'obligation d'embauche, de mettre des règles dans cette jungle, voire taxer chaque minute ou chaque centime de travail ou de profit déplacés sur nous. Ce seraient, selon les études les plus basses, de 1 à 1.5 millions d'emplois créés ou recréés. Ces dispositions s'accompagnant d'un maintien de salaires et même d'une revalorisation de l'heure travaillée. **La question du revenu universel doit aussi être portée.** Car n'oublions pas que le partage du temps de travail n'a pas empêché l'accroissement des dividendes ; en 2014, 10% des foyers fiscaux français détiennent 50% du patrimoine national.

SUDPTT réaffirme ses valeurs de lutte et de transformation sociale :

Pour un partage du temps de travail et des richesses !

Pour un service public bancaire, des communications et des services !



La Poste et Orange : même combat !

Les grandes entreprises historiques de communication et de services sont l'exemple prégnant de la dérive numérique.

A Orange : engagée dans la course à la concurrence, le géant Orange utilise tous les outils du capitaliste en herbe ; filialisation, sous-traitance, réduction de la masse salariale, recherche du rentabilité au détriment de la qualité...

Mais l'accélération numérique, inhérente au contenu de son offre, recèle toute la perversité de ces mutations. Les suppressions d'emploi, la question de la surveillance des salarié-es, comme celle de la sécurisation de la confidentialité des échanges entre utilisateurs, sans oublier l'intérêt de la planète dans l'épuisement des ressources, toutes ces problématiques sont relégués au second plan. Les avancées technologiques, au lieu de déboucher sur une refonte complète de l'organisation du temps de travail et de la répartition des richesses, représentent un blanc seing, pour les capitalistes aux commandes, pour accélérer la conquête du tout profit ! Ou l'alliance de BIG BROTHER ET BIG BOSS.

A La Poste : on nous bassine sans relâche sur la baisse d'activité (baisse des volumes du courrier et du colis, de la fréquentation en bureau de poste, du recours aux services financiers...), mais c'est La Poste elle-même qui orchestre le tout digital, via Excello ou Factéo... D'ailleurs, dans son plan stratégique de « business », La Poste a instauré une branche «numérique». Le citoyen qui se rend dans une Poste est renvoyé vers une machine pour son affranchissement, vers internet pour son colis, sur un serveur téléphonique pour gérer son compte bancaire, etc... Par contre, pour lui craquer du fric - proposition d'assurances ou de crédit à la consommation - on se dépêche de lui fournir un RDV avec un conseiller... Dans le même temps, est demandé aux facteurs ou colipostiers de développer ou tracer les envois avec des outils numériques – géo localisation, *solution business* 'dématérialisable' inclus dans le forfait... – et aux agents des centres financiers de développer le coefficient d'exploitation (tout est dans l'intitulé...).

Nos grands dirigeants stratégiques, après s'être joyeusement planté (+ de 3 milliards d'euros d'investissement dans la mécanisation du courrier promis à être « dématérialisé », campagne considérable d'abonnement via *La Poste mobile*, venant concurrencer le lointain cousin Orange, en pompant sur le bas de gamme du réseau SFR), continue de laminer La Poste : suppressions de positions de travail massives depuis 2002 (100 000 en 12 ans, soit 5% de l'augmentation du nombre de chômeurs sur la même période), transformation des métiers en apprentis commerciaux, mais surtout, en jouant les grands manitous du numérique, quête absolue de rentabilité en réduisant la « *masse salariale* ».

Comme toujours, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, en termes de mobilisation et d'élaborations d'alternatives économiques et sociales, pour nous en sortir... Le partage du temps de travail évidemment, mais aussi un réinvestissement des services publics de la communication et de la banque. **Internet, fibre, téléphone, courrier, services bancaires et d'assurances, présence territoriale, cohésion sociale... à prix coutant, garantis et accessibles à l'ensemble de la population.**

Sud continuera de porter des revendications pour que les activités télécoms et postales (re)deviennent des biens communs, contrôlés et assurés pour et par les citoyens, dans le respect de l'environnement, et ce à l'échelle européenne !